



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
27 juillet 2000  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2000

New York, 5 juillet-1er août 2000

Point 7 e) de l'ordre du jour

**Questions de coordination, questions relatives aux programmes  
et autres questions : coopération internationale  
dans le domaine de l'informatique**

#### Lesotho\* : projet de résolution

### Groupe d'étude sur les technologies de l'information et des communications

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* la Déclaration ministérielle sur le développement et la coopération internationale au XXI<sup>e</sup> siècle : le rôle des technologies de l'information dans le cadre d'une économie mondiale à forte intensité de connaissances, adoptée le 7 juillet 2000 dans le cadre du débat de haut niveau de sa session de fond de 2000;

*Notant* que plusieurs initiatives internationales sont prises afin de combler le fossé numérique et de créer des axes de développement dans le domaine informatique, notamment la décision prise à Okinawa par les participants au Sommet des pays du G-8 d'établir un groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies (GEANT);

1. *Fait siennes* les recommandations du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique, qui figurent en annexe à la présente résolution;
2. *Prie* le Secrétaire général de soumettre à l'approbation du Conseil un rapport sur l'application de la présente résolution, à la reprise de sa session de fond.

---

\* En sa qualité de Président du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique.

## **Annexe**

### **Recommandations du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique**

1. Le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique recommande la création d'un groupe d'étude sur les technologies de l'information et des communications dont la mission serait d'orienter l'action de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de la formulation de stratégies relatives aux technologies de l'information et des communications et de l'utilisation de ces technologies au service du développement et, sur la base de consultations avec toutes les parties prenantes et les États Membres, de forger des partenariats stratégiques entre le système des Nations Unies, le secteur privé et les fondations et fonds, les donateurs, les pays bénéficiant du programme et les autres acteurs concernés.
2. Le Groupe de travail recommande au Secrétaire général de mener des consultations avec toutes les parties prenantes et les États Membres pour ce qui est de la composition, de l'organisation, du mandat, des attributions, des services de secrétariat et des arrangements relatifs au fonctionnement du groupe d'étude et du fonds d'affectation spéciale, compte tenu des points suivants :

#### **Mandat**

Le groupe d'étude devrait :

- Faciliter et promouvoir les initiatives menées en collaboration, faisant intervenir, selon les cas, les secteurs public et privé, les fondations et les fonds, dans le cadre de la mobilisation de ressources et de la promotion et du financement des programmes et projets relatifs aux technologies de l'information et des communications;
- Rechercher et mobiliser de nouvelles ressources, tant publiques que privées;
- Promouvoir l'utilisation efficace des ressources existantes afin de mettre les technologies de l'information et des communications au service du développement;
- Faciliter les initiatives menées en collaboration, à la demande des pays bénéficiant du programme et en consultation avec ceux-ci, aux niveaux régional, sous-régional et national, en tenant compte des dispositions prévues aux paragraphes 14 à 17 de la Déclaration ministérielle publiée dans le cadre du débat de haut niveau de la session de fond de 2000 du Conseil économique et social;
- Faciliter la mise en commun des enseignements tirés de l'expérience tant des pays développés que des pays en développement en ce qui concerne l'introduction et la promotion des technologies de l'information et des communications, la mise au point de ressources dans les langues en usage dans les différents pays et l'utilisation de ces technologies aux fins de la préservation et de la diffusion des connaissances traditionnelles, l'objectif étant de promouvoir les initiatives Nord-Sud et Sud-Sud;
- Encourager la collaboration avec les autres mécanismes et institutions, aussi bien publics que privés, participant aux activités de développement des technologies de l'information et des communications, l'objectif étant de promouvoir la cohérence et les complémentarités et d'identifier des initiatives conjointes;

- Administrer le fonds d'affectation spéciale qui doit être établi et financé de manière volontaire par tous les partenaires intéressés.

**Composition, mécanisme de contrôle et secrétariat**

- La composition du groupe d'étude doit être équilibrée, c'est-à-dire représenter les différents partenaires en présence (système des Nations Unies, secteurs public et privé, fondations, fonds, pays développés et en développement, pays en transition), compte tenu de la nécessité d'assurer un équilibre géographique;
- Le groupe d'étude pourrait être appuyé par un petit secrétariat, dont le personnel serait détaché par les participants, les frais généraux relatifs à l'appui des programmes et des projets étant financés au moyen du fonds d'affectation spéciale;
- Le Secrétaire général soumettra au Conseil économique et social un rapport annuel concernant les activités du groupe d'étude, aux fins d'examen.

**Modalités de fonctionnement**

- Les modalités de fonctionnement du groupe d'étude devraient être simples, efficaces, transparentes et ouvertes.
-